

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

9 juin 2016

RECONQUÊTE DE LA BIODIVERSITÉ - (N° 3748)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° CD143

présenté par

M. Plisson, M. Boudié, M. Burroni, M. Cotel, Mme Florence Delaunay, M. Savary, M. Jibrayel,  
M. Philippe Martin, Mme Quéré, M. Fourage et M. Demarthe

-----

**ARTICLE 9**

Après le mot :

« administrative »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 28 :

« de l'eau, des milieux aquatiques, de la pêche et de la biodiversité. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement a pour objet de satisfaire aux objectifs des deux chantiers que sont la présente loi et la réforme de la police de l'environnement.

En effet, pour des raisons à la fois d'efficacité de l'action publique et d'économie de moyens, le gouvernement s'efforce de regrouper les opérateurs intervenant sur le même champ des politiques publiques. Dans le même temps, le Gouvernement a engagé une réflexion sur la restructuration de la police de l'environnement pour la rendre plus cohérente et plus efficace.

Afin d'assurer ces objectifs, il est proposé de regrouper au sein de l'ONCFS l'ensemble des missions et des moyens dédiés aux polices judiciaires de l'eau et de la nature, remarque étant faite que cet établissement est aujourd'hui à l'origine de plus de la moitié des procédures judiciaires en la matière. Les missions de police administrative seront exclusivement concentrées sur l'AFB.